

LST,

Luttes solidarités travail



**Mouvement de lutte
contre la pauvreté**

cahier n° 54-55

LST, luttes solidarités travail

Mouvement de lutte contre la pauvreté

| *Cahier n°54-55* |

Laboratoire des innovations sociales

www.labiso.be

Une initiative de

AlteR&I
Recherche
&
Innovation



Int.

Table des matières

LUTTES SOLIDARITES TRAVAIL, MOUVEMENT DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE	5
POUR UNE LUTTE COLLECTIVE ET SOLIDAIRE.....	7
COMMENCER PAR S'ASSOCIER	9
ETRE MILITANT ?.....	11
BOUT D'HISTOIRES	12
LIEUX DE RASSEMBLEMENT.....	13
ON S'EXPRIME DANS LES CAVES	15
QUAND UNE PAROLE COMMUNE EST CONSTRuite.....	17
DES PERMANENCES AUX ACCENTS COLLECTIFS	19
LES JEUNES AUSSI.....	21
DES LIVRES DANS LA RUE	24
L'ECRIRE « LA MAIN DANS LA MAIN ».....	25
D'AUTRES MODES D'EXPRESSION QUE LE DIRE	26
PLACE A L'INFORMEL	29
VERS LES LIEUX DE DECISIONS	30
DIX ANS APRES LE RAPPORT GENERAL SUR LA PAUVRETE.....	32
LA SOUFFRANCE DES FAMILLES	34
LE LOGEMENT, AU CŒUR DU MOUVEMENT.....	36
QUESTIONS D'EMPLOI.....	38
LA COOPERATIVE, UN PROJET D'EMPLOI POUR SORTIR DE L'ASSISTANCE	40

UN MANDAT DE SOLIDARITE, A L'ENCONTRE DES EXPERTS DU VECU	42
VIGILANCE, VIGILANCE... ..	45
POUR EN SAVOIR PLUS	46
Contacts	46
Bibliographie	47
La lecture de ce Cahier vous donne envie de réagir?.....	49
Le laboratoire des innovations sociales et de santé c'est.....	50
Ecrire pour décrire son projet dans l'action sociale et la santé.....	50
Editer dans une collection de livres numériques	50
Echanger pour s'inspirer, décloisonner, innover	51
Labiso cela peut aussi être.....	51

Lutttes solidarités travail, mouvement de lutte contre la pauvreté

LST est l'acronyme de trois mots: lutte solidarité travail. Des mots choisis, il y a trente ans pour l'asbl qui formalise « les solidarités tissées par des militants avec des familles et des travailleurs parmi les plus pauvres ». Aujourd'hui encore, l'association déclinée autour de plusieurs antennes se définit comme un « mouvement de rassemblement des plus pauvres pour lutter avec d'autres contre la misère et ce qui la produit ». Á Andenne, Ciney-Marche, Namur, Tubize, se rassemblent les militants. Ils partagent leurs difficultés, leurs espoirs et prennent leurs responsabilités pour une société plus juste.





L • S • T

Pour une lutte collective et solidaire

Première charte en 1982. Puis, charte de l'assemblée des militants rédigée en 1995, dite charte de Malonne, en référence au lieu proche de Namur où le mouvement se réunissait à l'époque. Quelques textes fondateurs couchent sur le papier les intentions du regroupement, présentent les moteurs de son action et la forme qu'il souhaite qu'elle prenne. Les chartes dressent les bases d'un engagement commun. On peut le déceler en parcourant les intertitres de la charte de Malonne par exemple. Ils en racontent déjà beaucoup sur le contenu :

« *Lutter seul pour survivre* »,

« *Une logique d'exploitation* »,

« *Créer une lutte collective et solidaire* »,

« *Toujours plus accessible aux plus écrasés* »,

« *Etre partenaire dans les lieux de décision* »,

« *Consolider l'action, rester ouvert et dynamique* »,

« *Vigilance* ».

Les textes sont disponibles dans leur intégralité sur le site de l'association :

www.mouvement-lst.org

La charte de Malonne, qui a institué la fédération entre les mouvements régionaux, est signée par les membres de l'assemblée générale au moment de leur entrée en fonction. Ils sont une vingtaine à exercer ce rôle qui consiste surtout à soutenir et garantir le maintien de l'objet social de l'association, explique une militante membre de l'assemblée générale. Elle se souvient du travail de rédaction de la charte, des tours de tables autour du pourquoi LST

existe-t-il ? Pourquoi sommes-nous là ? Qu'est-ce que la pauvreté nous fait dire ? Et puis des discussions plus techniques aussi. Qui représente qui ? Une des réponses sera la tenue d'assemblées des militants à rythme trimestriel. Réunions des militants des différents locales.

Commencer par s'associer

*S'associer pour les plus pauvres
reste un défi*

Contrairement aux idées reçues, le droit d'association ne va pas de soi, estime LST. D'abord parce que tous ne l'ont pas. Ou pas vraiment, édulcoré qu'il peut être par des conditions restrictives. Pour certains privés de leurs droits civils et politiques, à la suite de « fait de vagabondage » par exemple, il est exclu (de faire partie d'un conseil d'administration) d'être membre d'une asbl. Ce fut le cas pour certains militants de la première heure qui n'ont donc pas pu inscrire leurs noms comme membres fondateurs.

Pour d'autres, au chômage, il « *devient dangereux d'exercer un mandat d'administrateur, même à titre gratuit* ». D'autant plus si l'association choisie porte une parole contestataire, critique. « *Seule la 'citoyenneté active', organisée par les pouvoirs publics, semble être admise pour ceux et celles qui bénéficient d'allocations sociales* », récite LST. Aujourd'hui, si l'engagement associatif est parfois promu, encouragé, il serait par trop limité, encadré, s'inscrivant comme une preuve de l'activation de la personne, comme une obligation à remplir. LST dénonce cette atteinte à la liberté. Un droit d'association conditionné, obligé ne perd-il pas toute sa nature ?

S'associer pour les plus pauvres reste un défi, constate LST, à plus forte raison que « *tout divise dans la misère* ». Ecraser plus faible que soi est pour certains un moyen de se sentir plus fort. Puis, le système d'aides en distinguant les bons et les mauvais pauvres renforce les inégalités, la bagarre autour du peu, la participation pour « *se faire bien voir* ».

Le mouvement tire la sonnette d'alarme aux oreilles du secteur associatif. S'associer, se rassembler afin de résister à ce qui produit la misère, ou être subsidié pour encadrer et animer

est-ce bien compatible ? *« On assiste actuellement à la création de ‘démarches institutionnelles’ qui créent des formes de participation des usagers ou cherchent à connaître ce que pensent les citoyens, constatent les militants de LST. Il s’agit dans la plupart des cas d’une mise en forme de la parole des personnes pour que celle-ci corresponde à ce que les divers pouvoirs subsidiant attendent. »* En gardant son objet social en ligne de mire, LST entend éviter les dérives qui l’amèneraient à s’écarter des préoccupations des plus pauvres.



Etre militant ?

Les personnes engagées dans le mouvement se qualifient de militantes. « Le terme militant est porteur du même contenu que dans les différentes sphères de la vie où on le rencontre. Que ce soit dans un syndicat, un parti politique, la défense de l'environnement, ou bien d'autres causes encore le terme 'militant(e)' caractérise une personne qui porte une cause avec d'autres. Le choix de porter cette cause est libre et conscient, il relève de la mise en œuvre du droit d'association. Pour les plus pauvres même ce droit à la 'militance' peut être réduit. »

Si l'inscription dans le mouvement LST semble sans heurts entre les différentes formes de militantisme, volontariat, salariat, l'association n'a encore jamais réellement formalisé son mode de fonctionnement à ce niveau. Ci-dessous, nous reprenons les bribes de réflexion menées en commun à ce propos. Elles lancent des pistes que l'association entend bien creuser.

« Il y a les volontaires, les militants. Ce sont ceux et celles qui ont choisi de s'engager et de porter les luttres menées à LST, de les faire leurs. Il y a aussi des personnes qui participent au mouvement de manière 'technique' ou administrative. C'est le cas de certaines personnes rémunérées, qui ont été engagées pour leur compétence technique et pas pour leur militance. Il y a également des bénévoles qui donnent de leur temps pour un aspect technique (technique artistique, comptabilité) mais qui ne s'engagent pas dans la lutte.

La logique, c'est que la lutte ne doit en tout cas pas dépendre du salariat.

C'est le volontariat, la militance qui en sont les 'piliers'. Dans le cas des 'volontaires rémunérés', la partie 'rémunérée' de leur engagement est un plus dans la stabilité de par leur présence notamment et l'exécution de tâches administratives, mais s'ils venaient à perdre leur emploi, leur engagement militant ne serait pas remis en cause. Enfin, le 'bénévolat' n'est pas l'apanage de ceux qui ont un emploi par ailleurs. Ceux qui sont sans emploi et qui se donnent dans la militance sont autant volontaires que les autres. »

Bout d'histoires

« *C'est le quotidien qui nous pousse
à interpeller* »

Cette pratique du rassemblement, de la mobilisation solidaire ne découle pas de principes théoriques, de tentatives de traduction dans le réel. Elle vient de l'expérience, insistent les routiers du mouvement, toujours emprunts de leurs combats d'antan, jamais révolus. « *C'est le quotidien qui nous pousse à interpeller. On n'a pas la volonté de faire du rassemblement mais de rejoindre les gens dans leur lutte et de laisser accessible ce que l'on met en place* ».

Le « 55 » revient aux mémoires. Là entre autres, au n°55 du boulevard d'Herbatte à Namur (derrière la gare), a germé le mouvement. Sur ce boulevard, plusieurs immeubles, des terrains avec des caravanes, des dortoirs, accueillait de nombreuses personnes dont des familles parmi les plus pauvres. Le lieu est créé et animé par l'abbé Gendebien. Un accueil bienfaisant mais qui questionne. Ne sont-ce pas les mêmes fortunes qui « exploitent » par des jeux de sous-traitance, la force de travail pour le nettoyage des installations des usines Solvay par exemple, que celles qui par charité tentent de maintenir ces travailleurs parmi les pauvres en état de survie, dans des logements de fortune ? LST dénonçait ces mécanismes hier. Aujourd'hui encore, ils en constatent d'autres similaires.

Au 55, et alentours, les lieux seront menacés de fermeture fin des années septante et début des années quatre-vingt. « *A la démolition il restait près d'une centaine de personnes qui ne retrouvaient pas de logement. De 1979 à 1982, nous avons décidé d'occuper des immeubles abandonnés pour retrouver un logement* ». Le mouvement émerge.

Lieux de rassemblement

*La militance se nourrit donc
dans les rencontres*

Une association en tant que rassemblement, on le comprend, LST ne l'envisage que sous certaines conditions. Le mode collectif y prend tout son sens. Avec une attention particulière pour les plus pauvres, une volonté de « *les rejoindre dans leur lutte* », de cheminer à leur rythme. « *C'est en se mettant ensemble que chacun pourra trouver sa dignité, c'est en luttant ensemble que l'on peut créer une force qui fera reconnaître les droits de tous, et surtout des plus faibles* », rappelle la charte de Malonne.

La militance se nourrit donc dans les rencontres. Des conversations, des confrontations qui façonnent le passage de l'expression individuelle à l'expression d'une conscience collective élaborée à partir de ce concert. Depuis 1994, l'association bénéficie de la reconnaissance comme mouvement d'éducation permanente par le ministère de la Communauté française, tant à Namur, qu'à Andenne, Ciney Marche. Aujourd'hui, plusieurs lieux de rassemblement ancrent dans le concret la philosophie du mouvement construite au gré des interpellations. Les « caves » de quinze en quinze jours en soirée, les « permanences » en semaine, les groupes thématiques...



On s'exprime dans les caves

*Partage du savoir
et des connaissances de chacun*

Cela fait maintenant plus de 25 ans que les militants de LST se réunissent tous les 15 jours à Namur. « *La Cave est un lieu d'expression et d'écoute qui rassemble des individus et des familles qui connaissent des situations de grande pauvreté.* » Les rassemblements des Caves ont été initiés par le mouvement ATD Quart-Monde et le mode repris par LST. Le nom est resté même si le décor n'est pas toujours celui des dessous de la rue. Aujourd'hui, les réunions des Caves se déroulent aussi à Andenne et dans la région de Ciney-Marche.

Les caves, expliquent les militants, sont des « *lieux de formation qui s'enracinent dans des éléments de la conscience populaire où la tradition orale est dominante et dans les luttes concrètes des plus pauvres pour résister à la misère. Ils se basent sur les mécanismes de partage du savoir et des connaissances de chacun. Ce ne sont pas des lieux où l'on vient entendre l'exposé d'un expert. On y développe des rapports sociaux de partenariat avec maîtrise élargie des connaissances particulières.* » On pourrait parler de « *palabres* » où tant les choses courantes que d'autres plus importantes sont partagées à partir de la communication directe, orale. « *Cet élément n'est pas un choix explicite, mais il traduit simplement la fidélité à une démarche qui s'enracine dans les moyens de communication les plus maîtrisables par les plus pauvres* », estime l'association. « *À la réunion des Caves, on m'a donné la parole, raconte un militant. C'était la première fois. Avant je n'étais rien, j'avais l'impression de n'être rien et on me donne la parole.* »

« Alice... lors d'une 'cave' »

« Plus concrètement, lorsque nous nous rencontrons, nous débutons toujours les Caves par les 'nouvelles'. Nous échangeons les nouvelles dont nous avons pu prendre connaissance durant les quinze jours écoulés et qui nous marquent, qu'elles soient personnelles, familiales (décès, naissance...) ou informations plus générales relayées par les médias. Ensuite nous abordons le thème de la cave. Ce thème est proposé par l'animateur ou décidé ensemble lors de la cave précédente. Certains thèmes 'durent' plusieurs caves s'ils sont importants ou conséquents (exemple : le 'revenu d'intégration' sur lequel nous avons passé plusieurs mois dans les 3 locales). Parfois, il arrive qu'une situation personnelle ou familiale urgente 'monopolise' la cave. Ces rencontres se veulent aussi un soutien et une solidarité envers les plus écrasés. Ensemble, nous proposons ou élaborons des pistes, des solutions. Ce groupe est ouvert à toute personne qui souhaite s'y investir, même si ce n'est que pour une soirée. »



Quand une parole commune est construite

Quelques cinq groupes régulièrement cheminent entre discussions, échanges de vues et actions. Leurs accroches à chacun, une thématique particulière: le logement, la santé, l'emploi, la famille ou les indicateurs de pauvreté (voir encadré). Véritables groupes de travail ancrés dans l'expérience quotidienne des plus pauvres, il n'est pas rare que la réflexion ainsi capitalisée dépasse l'association pour participer d'une recherche, d'une réflexion entre associations. La parole ainsi partagée à partir des expériences de chacun se diffuse dans un aller-retour avec divers interlocuteurs. Les textes qui en émergent éventuellement sont construits à partir des traces de ce dialogue. Toujours confirmés afin de « voir si ce qui est écrit est bien le reflet de ce que nous voulons dire en groupe ».

Indicateurs de pauvreté comme thématique

En 1992, le gouvernement fédéral décidait de consulter les personnes qui vivent dans la pauvreté dans le but de lutter plus efficacement contre celle-ci : il confiait à des associations dans lesquelles ces personnes se reconnaissent ainsi qu'aux CPAS la rédaction d'un Rapport général sur la pauvreté qui sera publié en 1994. LST s'est investi dans cette méthode qu'on appellera la méthode du dialogue. « Pour la première fois, le Rapport général permet d'entendre la parole des plus pauvres eux-mêmes à partir de leur vécu. Il permet aussi l'écriture d'un cahier de revendications à partir de leur pensée », rappelle l'association qui n'en est pas restée là. Elle a entre autres mis sur pied avec les autres associations partenaires, une recherche sur les indicateurs de pauvreté. Il s'agissait de définir des éléments qui permettent de mesurer la pauvreté. Une publication en a découlé. Sur base de ces indicateurs se développeront, espèrent les protagonistes, des politiques de lutte contre la pauvreté. Les espoirs ne sont pas comblés (voir le chapitre intitulé : « Dix ans après le rapport général sur la pauvreté »).

Au gré de ses éditions, le journal associatif, « La main dans la main », retranscrit l'expérience de participants. Comme celle-ci où la personne évoque ce qu'elle retire des rencontres à LST :
« À force d'écouter les militants ici, je vois un changement. Je trouve les mots qui étaient là mais que je ne savais pas dire devant les autres. Aux réunions, j'essaie de comprendre, d'analyser. Et ce qui me plaît, c'est qu'on dit ce qu'on vit, on dit la vérité. On ne te tend pas la main sur le plan matériel. Mais autrement. Fraternel, en somme. On t'écoute et on avance ensemble. »

Ou comme celle-ci qui parle d'une écoute, d'une prise en compte inconnue par ailleurs :

« Dans les rencontres, je peux dire des choses que certains services sociaux ne peuvent (ou ne veulent) pas dire. Probablement parce qu'ils ne se rendent pas compte de tout ce qu'on doit vivre. Quand on est militant, on apprend à réfléchir et à tirer ensemble des conclusions. »

Des permanences aux accents collectifs

*De la permanence sont nées des actions
de solidarité*

Autre lieu de rendez-vous régulier, la permanence. Elle est souvent le premier endroit où l'on frappe à la porte de l'asbl pour rencontrer d'autres personnes ou chercher une information. Dans la pratique de LST, « *c'est un lieu où se partage le vécu de tous les jours, avec ses luttres et ses espoirs, avec ses solitudes et ses coups de mains, un lieu d'où peuvent naître des solidarités. C'est également une porte d'entrée vers des lieux de militance : caves, ateliers thématiques, ateliers créatifs. (...) Souvent, les personnes qui arrivent à LST pour la première fois sont à bout et dans des situations extrêmement complexes. De la permanence sont nées des actions de solidarité avec ceux qui voient leurs droits bafoués. Ensemble nous cherchons à la fois des solutions concrètes et mettons sur pied des actions collectives d'interpellation publique.* » LST estime ne pas avoir de solutions toutes faites mais s'engage dans l'accompagnement des personnes, dans la solidarité. LST ouvre la porte pour d'abord « pouvoir vider son sac et pouvoir dire », puis mettre le doigt sur les questions en confrontant les expériences, les avis. Et puis, peut-être, changer les comportements, en tout cas tant que possible rendre confiance en soi tel que l'on est et pas tel que la société voudrait que l'on soit.

La permanence se déroule dans les locaux de l'association. Elle peut néanmoins se faire mobile. Comme pour l'antenne de Ciney-Marche. En effet, LST Ciney-Marche, en raison des distances géographiques et des problèmes de mobilité liés au monde rural, a mis en place une permanence mobile. Il s'agit de se rendre à tel endroit, à tel moment, chez telle personne. S'y rassemblent les voisins, les amis, des membres de la famille qui ont des choses à dire. Comme

dans les campings, en zone rurale, où la meilleure façon de se rencontrer dans des conditions de mobilité réduite est de s'installer dans le chalet de l'un, dans la caravane de l'autre.

Les jeunes aussi

« Ici, c'est un des rares lieux
où l'on peut parler »

Alors que, aux caves, de plus en plus de jeunes accompagnent les adultes, un temps de rassemblement spécifique aux 12 et 18 ans s'organise. Comme les caves « adultes », l'expression et la lutte contre la pauvreté en sont les objectifs. On y part aussi de ce que l'on vit, on construit et on porte une parole commune. Le mode n'est pas à la succession d'animations artistiques, d'activités sportives. L'essentiel est dans la parole, dans l'expression. Des rencontres, des visites, des techniques comme la photo, le dessin seront au rendez-vous mais de manière périphérique, dans l'unique but de mettre en forme la parole. « Ici, c'est un des rares lieux où l'on peut parler », déclarent les jeunes.



Une quinzaine forme le groupe, tous arrivés là par bouche à oreille, tous issus des familles les plus pauvres, le groupe restant néanmoins ouvert à tous. Ils participent librement. Rien d'obligatoire, dans les présences, vient qui veut. Et voilà que dans les faits, le groupe fait son

chemin au gré des mois, des années. Certains s'en vont, d'autres viennent mais tous restent un bout de temps et souvent de manière assidue.

Depuis décembre 2003, par exemple, un livre se prépare. Il n'était pas programmé. L'idée a pris forme peu à peu. Tout a démarré avec la projection du film « *Les enfants du Borinage. Lettre à Henri Storck* » de Patrick Jean. La discussion habituelle qui suit la vision d'un film avait mis à jour cette fois des émotions fortes, des difficultés à en parler. S'en suit une rencontre sur le thème : « *nos rêves* ». Le constat est celui d'une définition par la négative : les jeunes disent ne pas vouloir ceci ou cela..., mais ils ne rêvent pas de... Cherchant à revenir avec quelque chose de plus « léger », ils entameront l'écriture d'un conte. Aujourd'hui le conte se fera plus que probablement livre illustré et imprégné des histoires de chacun – des difficultés, des espoirs, des ras-le-bol... -, alimenté par les rencontres avec des personnes extérieures comme ce commissaire de police, comme ces jeunes réfugiés..., et inscrit dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.



| *Apprivoisement du ressenti* |

Publier avec les jeunes n'est pas une démarche neuve pour LST. En 2001 paraissait « *L'école, c'est bien mais...* », un livre – jeu de l'oie en forme de triangle pour symboliser, à la demande des jeunes, la pyramide sociale. Lors des « *petites nouvelles* » qui débutent chaque rassemblement, l'école tenait une large place dans les discussions, avaient remarqué les animateurs. Deux années d' « *apprivoisement du ressenti* » auront conduit à ce livre-témoignage, livre-outil de dialogue.



« *Au début les partages portaient sur un vécu négatif de l'école, mais au fur et à mesure des échanges, les jeunes se sont mis à partager aussi les expériences positives, à en parler puis à vouloir les dire à d'autres. Ainsi, un vécu pénible que l'on doit cacher, peut être dit ; il est partagé avec d'autres dans un cadre porteur de lutttes et de changement et devient parole libératrice, espoir pour l'avenir* ».

Les caves jeunes, c'est aussi le plaisir de faire partie d'un groupe, avec d'autres qui deviennent des amis, qu'on a envie de revoir, avec qui on discute, avec qui on part en week-end, avec qui on peut parler parce qu'ils comprennent un peu ce que l'on dit...

Le rassemblement ne s'arrête pas aux caves. La solidarité les déborde. D'autres choses se construisent.



Des livres dans la rue

1975, elle existait déjà la bibliothèque de rue. Aujourd'hui encore, été comme hiver, les livres et leurs lecteurs campent une fois par semaine au grand air dans les quartiers défavorisés. Alors que les quartiers sont souvent de ces lieux divisés, la bibliothèque de rue permet de se mettre ensemble, elle rend visible l'être ensemble, les solidarités.

Le livre, outil de connaissances et de savoirs devient aussi outil d'avenir et les solidarités se déploient. La bibliothèque de rue ne part pas d'un constat de manque dans le chef des enfants auxquels il faudrait apprendre à lire par exemple mais du potentiel et de la nécessité d'apprendre.

Les livres sont choisis parce qu'ils permettent l'expression, parce qu'ils font référence à du vécu. Comme cette madame Trompette seule avec ces enfants, un rien débordée... Les livres sont lus dans la rue parce que ce sont là que sont les enfants, parce que, là, ils sont libres d'aller et de venir, parce que, là, les parents gardent un œil sur eux, parce qu'ainsi ils symbolisent au grand jour le « faire ensemble ».

Différentes initiations à des outils d'expression artistique sont aussi proposées lors de ces rencontres, et des ateliers créatifs sont organisés régulièrement.

L'écrire

« La main dans la main »

LST concocte un journal tous les mois. Son nom depuis plus de 20 ans : « *La main dans la main* ». Écrire un article dans « *La main dans la main* », c'est laisser une trace. « *C'est parfois le seul endroit où ce que l'on vit est reconnu et où l'on peut se dire qu'on n'est pas fou* ». Une fois par mois, le journal se construit à partir des articles proposés par les locales. Tranches de vie où un tel prendra la plume pour dire avec souvent beaucoup d'émotions une partie de son parcours, pour raconter sous la dictée celui de son voisin. Micros ouverts sur les caves, les permanences quant un tel se fait le relais de ce qu'il a entendu. Avec toujours ce souci de ne pas trahir les propos.

D'aucuns seront amenés à dactylographier leurs textes, s'avancant ainsi vers plus de maîtrise de l'outil informatique. Et de réitérer à chaque édition ce souhait : « *que celui ou celle qui sait lire, lise et partage ce journal avec celui ou celle qui n'a pas pu apprendre à lire* ».



D'autres modes d'expression que le dire

LST développe aussi une dimension créative. Une manière de permettre l'expression de « *ce que l'on pense* », « *de ce que l'on vit* » autrement que par la parole ou l'écriture. La logique en mouvement est ici aussi celle de la revendication, de la libération et de la prise de parole.

Le dessin, la peinture, la photo, la sculpture... « *sont des modes d'expression dans lesquels certaines personnes excellent alors qu'elles sont perçues comme des 'moins que rien' lorsqu'il s'agit de prendre la parole en groupe* ». L'art devient alors une manière de s'affirmer, de s'exprimer, de (re)construire une pensée, de voir autrement, de se libérer, de lutter avec d'autres. La démarche est en effet toujours collective.

« *Nous pratiquons l'apprentissage par essais et erreurs ainsi que par observation ou encore par le partage des connaissances. Dans ces ateliers, il n'y a donc pas de rapport de professeur à élèves dans le sens d'un savoir académique avec un programme à boucler en fin d'année.* », explique-t-on du côté de LST. L'animateur s'entoure éventuellement de personnes-ressources sur l'une ou l'autre technique.

Une tente est dressée dans une pièce du bâtiment namurois habité par LST. Y pousse un bac de fleurs bricolé, une forme de sapin de Noël... Des objets construits parlant de quotidien.



A Andenne, le 3 juin, défilent, se font mannequins des participantes à un atelier « relooking ». L'aboutissement sur une soirée d'un cheminement : « (...) nous nous sommes prises à rêver de réaliser nos propres créations telles que nous les imaginions en pensée ; et c'est à partir de tissus récupérés, de vêtements d'occasion dénichés chez Oxfam ou dans les brocantes ; ou encore dans les armoires des copines, que nous avons entamé un lent et long travail de couture. Nous avons dès lors créé un atelier relooking. Plus on avançait, plus notre imaginaire était créatif et prenait forme sous nos doigts. Quel bonheur, quelle joie de passer ensuite ces vêtements, et de se découvrir dans le grand miroir. C'est toute cette avancée que nous voulions faire partager lors de cette soirée basée sur le thème du relook. Nous avons défilé, présentant nos créations, nos envies, nos rêves partagés depuis plus d'un an. Nous avons concrétisé notre passage 'de l'ombre à la lumière' (...) »





Ferme les yeux. Imagine...

Contes écrits en atelier

« Tu as la parole... Oui mais que dire ? Comment faire comprendre les luttes quotidiennes que je porte ? Comment faire reconnaître mon expression... Alors que tout autour de moi, on agit à ma place, on gère ma vie comme un dossier, un 'cas' social. (...) Au cours de l'année 2000-2001, nous avons eu le projet de rapprocher les mots de notre création. Ainsi, nous avons d'abord réalisé plusieurs travaux de collage et dessins qui ont ensuite servi de source d'inspiration pour la création de quatre contes. Ce n'est pas notre histoire. Et pourtant, les personnages de nos contes ont quelque chose qui nous ressemble. Est-ce dans la souffrance qu'ils portent, dans les espoirs qu'ils poursuivent... ou bien les deux ? Nous vous les confions. »

Toutes ces activités pour les enfants, les jeunes et les adultes qui touchent à l'expression autrement que par le seul dire et à la créativité porte le label de « centre d'expression et de créativité ». Une reconnaissance de la Communauté française.

Place à l’informel

LST donne le temps à la solidarité. Si chaque lieu de rassemblement, chaque atelier participe de cette logique, ça bouillonne en permanence, la solidarité ne s’arrête pas aux heures de bureaux. Le plus formel n'a d’ailleurs de sens que parce que tout l’informel existe, feront remarquer des militants. Chacun a la possibilité de faire appel à l'autre ou aux autres à tout moment. Il y a une organisation collective qui rend cela possible.

Vers les lieux de décisions

Ce qui caractérise le mouvement LST n'est pas de rechercher à partager les « pouvoirs », à être, comme d'aucuns les y enjoindraient, partenaires des lieux de décision. Essentiellement, il cherche plutôt à ce que les plus pauvres puissent entrer en dialogue avec ces divers lieux, à maintenir des lieux d'interpellations. Les interventions sont préparées ensemble. Une préparation qui permettra aussi, explique un militant de ne pas dériver, de dépasser le règlement de compte, l'émotion pour créer un dialogue.

La rédaction du Rapport général sur la pauvreté

Un des combats portés par les militants de LST est que leurs paroles soient prises en compte « *pour que s'opère un changement radical porteur d'avenir pour nous et nos familles.* » La rédaction du Rapport général sur la pauvreté a été de ces moments d'exception, dans le respect de la parole et du rythme de chacun pour les dire. Prendre le temps est, en effet, une composante de taille qui caractérise le mouvement. « *Comme dans tous les travaux où nous sommes confrontés à des professionnels, nous devons nous assurer qu'ils pouvaient comprendre ce que nous avons à leur dire d'autant que parler du vécu de la pauvreté reste quelque chose de difficile.* », expliquent-ils. L'écriture du Rapport général sur la pauvreté a permis de respecter ces principes.

L'entame d'un nouveau dialogue sur la pauvreté, après dix ans de présentation du rapport, laisse par contre l'association perplexe, avec une légère impression d'enterrement. Aujourd'hui, LST enjoint à la relecture attentive des propos relayés, il y a dix ans. « *Les questions abordées en 1994-1995 dans ce rapport sur la pauvreté interpellent, de manière*

aigue les réalités de 2004. Tant les acteurs politiques que les responsables des administrations et syndicats, les différents services associatifs ou publics, de même que monsieur et madame ‘tout le monde’ trouveront un intérêt à entrer dans ce dialogue avec les plus pauvres, initié par la démarche du Rapport général sur le pauvreté ».

« Souvent on a besoin de nous, on a besoin des pauvres pour avoir des informations. Et une fois que les informations sont là, on nous met de côté. Donc on se sert de nous. »

Dix ans après le Rapport général sur la pauvreté

| *Se pencher à nouveau sur le texte* |

L'association met en regard quelques passages du Rapport avec ses constats dix ans après. Un groupe de travail intitulé suivi du Rapport général sur la pauvreté se réunit quasiment toutes les semaines pour en discuter. Ainsi dix ans après, LST souligne, entre autres, que le pouvoir d'achat des plus pauvres a diminué fortement. « *Leur capacité à faire face de mille manières et en forçant l'étonnement n'a jamais été suffisamment efficace et l'est de moins en moins.* » Pas de caisses de compensation en matière de pensions alimentaires non-payées à l'horizon, toujours l'application d'un régime fiscal qui augmente les inégalités... LST dénonce nombre de législations, de réglementations qui se basent sur la perception que la pauvreté est due aux plus pauvres eux-mêmes. Ces derniers qu'elles imposent alors de surveiller, de réprimer. Les droits de plus pauvres sont conditionnés, utilisés comme moyen de pression, comme monnaie d'échange. Vie de famille, revenu d'intégration sont par exemple conditionnés à l'acceptation d'une insertion professionnelle. Le Rapport de 1995 comprenait quatre « grands domaines » : famille, bien-être, santé ; travail et protection sociale ; habitat ; savoir, culture, enseignement. Le 17 octobre 2004, lors de la journée mondiale du refus de la misère, LST donnait à lire un document où l'association invitait à se pencher à nouveau sur le texte vieux de près de dix ans. Les commentaires s'articulent autour de trois points d'accroches, la famille, l'emploi et la sécurité d'existence, le logement.

Ne plus penser en minimum

« Les associations où les plus pauvres prennent la parole récusent l'idée de normes minimales, de salaires minimaux, de conditions minimales, etc. Il faut cesser de penser en termes de minimum quand on parle des citoyens pauvres. Alors que le minimum entraîne une segmentation et se réfère à une catégorie marginale, les conditions de base sont celles qui doivent être nécessairement remplies et elles valent de la même manière pour tous les citoyens. », *commente l'association.*

« Dans les médias, et d'autant plus à la TV, quand on parle de pauvreté, c'est souvent en donnant une image négative, tronquée et culpabilisante. On montre des pauvres pendant l'hiver parce qu'il fait froid (comme si l'été on était moins pauvre!) ou en une minute et demi lors d'un JT »

Extrait de La main dans la main - déc. 2004 - La « Bosse ».

La souffrance des familles

Le Rapport général sur la pauvreté évoquait en son premier chapitre la famille. On peut y lire que « dès la première concertation, les personnes pauvres ont clairement déclaré que la famille devait être le premier chapitre du rapport. La protection de la vie familiale est le moteur qui fait agir les personnes les plus pauvres. Bien entendu, le logement, la santé, le travail... sont tous des éléments vitaux, reconnus d'ailleurs comme droits fondamentaux, pour réaliser cette aspiration à vivre en famille. La grande pauvreté, parce qu'elle est une violation de ces droits, réduit à néant tous les efforts de fonder une famille ». Pour LST, « restaurer cette priorité c'est évidemment penser tous les droits comme au service de ce lieu primordial de la dignité humaine ». Ainsi l'association dénonce les contrôles, la culpabilisation des personnes les plus pauvres quant à leur capacité à correspondre à ce qu'on attend d'eux comme parents. Considérés comme incompetents, ils se voient imposer des remises à niveau, des formations...

Le groupe Agora, dans le cadre de l'Aide à la jeunesse

Depuis 1996, le groupe « famille » de LST expérimente un autre type de dialogue. Dans le cadre de l'Aide à la jeunesse, une méthode particulière de rencontres a été adoptée par un groupe appelé Agora. Il s'agit d'un atelier de travail qui rassemble les associations LST et ATD, l'administration générale de l'Aide à la jeunesse et des professionnels de l'Aide à la jeunesse. Au programme l'évaluation de l'application du décret sur l'aide à la jeunesse de 1991 et notamment le point particulier des placements de jeunes pour cause de pauvreté. Le groupe Agora s'attachera entre autres à étudier des situations précises, passées, anonymes, qui ne sont pas liées aux personnes présentes, en lisant quelques dossiers de A à Z. Un processus très lent qui se donne la possibilité de revenir sur les choses. « Au début, précise Danièle Gevaert, directrice générale adjointe de l'Aide à la jeunesse, ce sont surtout les associations qui amènent des histoires de vie des plus pauvres. Puis, dans un climat qui laisse la parole libre même si elle est chargée d'émotions, dans un climat où on s'écoute, les travailleurs de terrain firent de même. » Pas à pas, le dialogue s'instaure. L'existence de placements pour raison de pauvreté est reconnue. Les rencontres Agora questionnent de

façon récurrente cette problématique du placement d'enfants à cause de la pauvreté de leur famille.

Pour LST, la vraie question est la suivante : « protéger un enfant, n'est-ce pas protéger ses proches et sa famille en particulier ? et si c'est de la misère qu'il faut protéger l'enfant, n'est-ce pas en protégeant toute la famille qu'on gagnera vraiment quelque chose ? »

Plutôt que de « retirer un enfant parce que sa famille est dans la misère, il vaut mieux rejoindre le combat de la famille, estiment les militants de LST. Il vaut mieux s'associer à elle pour gagner les droits nécessaires », combattre les problèmes de logement, de revenus, d'accès aux soins de santé.

Le logement, au cœur du mouvement

Certaines locales de LST, initialement Namur, puis le MACH (Mouvement alternatif pour le changement, à Dinant, proche de LST, qui est dissout aujourd'hui) et enfin LST Ciney-Marche ont connu leurs premiers rassemblements ou se sont structurés autour de problèmes concrets de logement. Pour Namur, deux événements sont moteurs dans les premiers rassemblements : la fermeture de la maison d'accueil du 55 (voir « *Bout d'histoire* ») et la rénovation de la rue des Brasseurs qui ont entraîné le déplacement de populations pauvres. Pour le MACH, une réaction contre une vague d'expulsions dans une cité sociale s'organise. Pour LST Andenne, la problématique du logement est également essentielle au début des rassemblements. Pour LST Ciney-Marche, le combat s'est déroulé pour rétablir l'accès à l'installation d'eau et contre des menaces d'expulsion dans les campings et parcs résidentiels. Les actions de résistance menées par l'association sont loin d'être étrangères à la création de la première agence immobilière sociale. Une avancée pour faire changer les prix des loyers pour les plus pauvres, pour empêcher la spéculation au niveau des immeubles. Néanmoins, ces démarches d'occupation de maisons et de contestations d'expulsions sont encore d'actualité. Elles restent des stratégies utilisées pour résister. Elles se couplent d'un souci de sensibilisation du voisinage, de dénonciations sur un terrain en proie à l'opacité notamment au niveau des médias.

*Aggravation de la situation du logement
des plus pauvres*

D'autant que, aujourd'hui, LST constate « *l'aggravation de la situation du logement des plus pauvres* ». Et, comme il y a dix ans dans le Rapport général sur la pauvreté, met en cause « *l'augmentation des loyers tant dans le logement privé que dans le logement social* ». « *Alors*

que le logement, c'est comme le pain, c'est vital (RGP – p.238), l'offre de logements décents à des prix abordables pour les gens ayant des petits revenus reste bien en de ça de la demande. Certaines mesures, comme le plan HP, par la fermeture des campings, augmente considérablement celle-ci. »

Le plan HP, pour « habitat permanent », émane du gouvernement wallon en 2002. Le principe : mettre un terme aux habitats dans les équipements touristiques (campings ou parcs résidentiels de week-end). Certaines communes adhéreront au plan, d'autres pas. Pour LST en tout cas, il était important de « rejoindre en priorité celui qui va devoir quitter son logement ». « Nous voulons partir de ce vécu d'insécurité et réfléchir ensemble à divers possibles. Nous voulons tisser des liens de solidarité entre des personnes qui vivent dans des lieux très éloignés. » L'association participe au « réseau des habitants permanents et aux rencontres inter-campings », dont l'objectif est de « susciter le rassemblement des habitants de campings et de parcs résidentiels au niveau wallon pour avoir une parole sur le vécu dans les différents lieux, pour faire circuler l'information, pour s'encourager les uns les autres à ne pas baisser les bras. » « A partir de ces lieux de non-droit, il est important de pouvoir échanger sur la manière dont on survit, sur la façon dont on se débrouille à Estinnes, à Bastogne, à Mettet..., comment on résiste... ce qui marche, ce qui ne marche pas... sur les obstacles qu'on rencontre ici et là et comment on les dépasse. On peut chercher ensemble, dans la confrontation du vécu et des idées, des solutions, des pistes d'action, des stratégies. On peut également décider d'inscrire notre solidarité avec certains habitants de camping qui intentent une action en justice pour faire valoir leur droit. »

Questions d'emploi

Dans sa relecture du Rapport sur la pauvreté dix ans après, LST évoque la question de « l'activation » des allocations sociales. Cette option politique entend permettre des activités qui favorisent une promotion socio-économique des allocataires. Pour LST, le résultat aujourd'hui n'est que formes diverses de travail forcé. *« Ce que nous voulions comme outil de promotion pour les travailleurs les plus faibles qui voulaient entrer dans une telle démarche devient, à travers les législations actuelles, un moyen de contrainte, de répression des plus pauvres. Ce que nous pouvons percevoir comme potentiel à soutenir au niveau des activités développées par les plus pauvres pour résister à la misère est considéré comme suspect et répréhensible. »*

Dans le même domaine des politiques d'emploi, l'association fustige la pratique des titres services. Les titres services appelés à remplacer le travail ALE (Agence locale pour l'emploi) et nouveauté depuis la rédaction du Rapport général sur la pauvreté, présente de l'avis de LST des « aspects amplificateurs des inégalités ». D'une part, il s'agit de créer des emplois précaires. *« Les chômeurs qui presteront dans ce cadre, par exemple, seront d'office inscrits dans une logique de travail à temps partiel avec une flexibilité accrue. Contrairement aux ALE, les prestations en titres services ne seront pas cumulables aux indemnités de chômage. Ce n'est pas un surplus. »* D'autre part les utilisateurs qui en retireront le plus de bénéfice compteront parmi les populations les plus solvables, remarque l'association ; alors que « le financement par l'Etat des chèques services aurait pu servir à renforcer des services publics d'aides familiales ».

| Généralisation de l'insécurité d'existence |

Plus généralement en termes d'emploi, « *le droit à l'aide sociale est remplacé par le devoir d'intégration dans et par l'emploi* », constate le mouvement. Coûte que coûte, peu importe le salaire, peu importe le non respect des conventions collectives...

LST parle d'une généralisation de l'insécurité d'existence. Car, si elle touchait les plus pauvres de manière permanente, elle s'élargit petit à petit à des couches plus larges du monde du travail. L'ensemble du monde du travail apparaît dans une phase d'appauvrissement. Plus encore, l'emploi lui-même devient facteur d'appauvrissement pour les travailleurs les plus pauvres mais aussi pour les travailleurs de diverses catégories. Au niveau des plus pauvres ce sont différents dispositifs « d'activation » ou de « remise à l'emploi » dans des « emplois » qui échappent aux réglementations minimales tant au niveau du respect des conventions collectives et des règles de protection des travailleurs, que celles concernant la protection de la rémunération. « Nous appelons cela les 'délocalisations' internes, ce que l'économie ne peut pas délocaliser géographiquement et transfère, avec les mêmes effets, vers des travailleurs locaux au statut précaire. Parfois, sous couvert de formation, d'insertion, ces 'mises à l'emploi' amplifient les mécanismes d'appauvrissement du monde du travail. »

Pour l'ensemble du monde du travail, une première phase d'appauvrissement consiste à mettre en péril tout ce qui répond aux mécanismes de protection des travailleurs dans le cadre des solidarités organisées par la sécu, affirme LST. Pour le mouvement, la diminution des « cotisations » sociales pour différents types de « contrat » constitue à terme, une perte, voire une suppression, des divers revenus de solidarité.

Et d'ajouter : « la concurrence organisée entre les travailleurs, les diverses dérégulations contribuent à la compression (voire une forte diminution) des revenus du travail sans compter les blocages de salaires qui produisent généralement une baisse de pouvoir d'achat. »

La coopérative, un projet d'emploi pour sortir de l'assistance

LST a défini depuis le début des années 80, un projet de remise au travail et de formation. « *Par notre travail, nous sortirons de l'assistance* ». En 1985, il prend le statut de coopérative et s'inscrit dans le secteur du bâtiment, agréée et enregistrée pour les corps de métiers dans ce domaine. La structure juridique permet de conclure des contrats de travail, « *de vrais contrats, de ceux qui confèrent les droits et la reconnaissance* ». De la bricole et des petits travaux, LST passait alors à des chantiers de plus grande ampleur. En 1999, il sera reconnu comme entreprise d'insertion. « *Une reconnaissance de ce que nous faisons* », estime l'association. Seules deux années seront non rentables et même particulièrement déficitaires 1986 et 2001. Se serrer les coudes aura permis de redresser la barre.

Travaux de rénovation. Constructions d'annexes à des habitations existantes. Les chantiers sont pour l'essentiel demandés par des particuliers. Mais LST-coopérative travaille aussi pour des agences immobilières sociales, des associations similaires, le fonds du logement de la Ligue des familles...

Quelques chiffres

60 coopérateurs

5 administrateurs

8 à 12 travailleurs

240.000 euros de volume moyen de travaux (1999-2003)

En associant formation et travail, LST-coopérative met en œuvre une « *pédagogie par la pratique* ». Quelque huit ou douze travailleurs employés expérimenteront ainsi ce travail réel sur chantier. La formation intègre une forme d'accompagnement social « *car la difficulté qu'il y a à être présent sur le chantier tous les jours trouve souvent ses origines dans une situation familiale difficile, un parcours professionnel chaotique* ». La formation, c'est aussi l'alphabétisation pour certains. L'optique n'est pas de parvenir à une parfaite maîtrise de la lecture, de l'écriture, et du calcul mais plutôt de parvenir à une « *maîtrise de certains repères dans le travail sur chantier (utilisation d'un mètre, calcul des longueurs, de surfaces, savoir compter les pièces, pouvoir lire les indications sur un plan, pouvoir remplir ses fiches de travail...)* ». Beaucoup d'entre les travailleurs employés n'ont, en effet, connu que l'école primaire.

*Créer et de gérer les moyens de se libérer
de l'assistance, de la dépendance
et de la pauvreté*

Des « aides » à la formation au travers des Cefa (centres de formation en alternances, pour les jeunes en âge scolaire), via l'Awiph (Agence wallonne pour l'intégration de la personne handicapée)... réduisent le montant des charges salariales. Elles « *permettent ainsi de concilier la formation avec l'exercice de l'activité économique dans un contexte concurrentiel* ». Une question existentielle de la coopérative est en effet de savoir « *Comment concilier la priorité aux plus pauvres, la rentabilité et la démarche de formation ?* » Les aides citées ci-dessus sont, remarquent les coopérateurs, « *accessibles à toute entreprise, qu'elle s'adresse ou non à un public fortement exclu* ». L'arbitrage est souvent nécessaire entre rentabilité économique et projet de formation. « *Sans nier les rapports économiques qui régissent une partie de notre société, LST-coopérative tente ainsi, avec d'autres, de contribuer à la socialisation de l'économie* ». Le profit n'est pas le moteur, mais la volonté de « *créer et de gérer les moyens de se libérer de l'assistance, de la dépendance et de la pauvreté* », note l'article 3 des statuts de la coopérative.

Dire et proclamer « *nous sommes des travailleurs* » était et est pour les plus pauvres un défi majeur.

Un mandat de solidarité, à l'encontre des experts du vécu

La parole portée, LST envisage de la construire ensemble. Elle reste, dans une certaine mesure en fondation permanente. D'autant qu'elle reste enracinée dans le vécu des plus pauvres. Cette logique que l'association défend entre en affrontement avec d'autres logiques proposées qui feraient valoir une certaine expertise dans le domaine de la pauvreté. En ligne de mire les « experts d'expériences » formés et employés au Nord du pays. Il y a danger, selon LST, si l'on « *construit des pauvres qui eux pourraient parler aux politiques* ». Danger de déracinement, danger pour la démocratie. Des dérives en somme, bien loin des logiques de rencontres et de dialogue que les associations dans lesquelles les pauvres se reconnaissent ont expérimenté avec le Rapport général sur la pauvreté notamment. Chaque rapport produit de la sorte constitue les actes d'un dialogue où la parole de chacun est identifiée, et qui n'est jamais abouti.

Qu'appelle-t-on experts du vécu ? Un extrait du plan d'action national belge pour l'inclusion social 2003-2005 nous éclaire. « *En Flandre, le décret pauvreté réunit différents instruments politiques : l'élaboration d'un Plan d'action flamand au début de la législature avec la participation du groupe cible, la mise en place d'une plate-forme permanente de concertation sur la pauvreté, le soutien des associations où les pauvres prennent la parole, et la formation et l'insertion d'experts du vécu. En 2003, 44 personnes ont suivi la formation, et 19 ont terminé, dont 13 ont été engagés sous statut régulier en tant qu'experts du vécu formés (notamment dans des services de travail communautaire, dans des centres d'aide sociale générale, dans des organismes de formation d'experts du vécu et au VDAB [Vlaamse dienst voor arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding]).* »

« A l'inverse de la plupart des 'intervenants sociaux', des 'experts', des 'opérateurs'... la réalité des notions de mandat, de délégation... se joue dans le cadre de LST en sens inverse ». Ce n'est pas la société qui donne mandat à LST mais les actions de résistances à la misère développées par une personne ou une famille.

« (...) Quand j'étais gamin, j'ai été placé et puis adulte, quand j'ai perdu ma maison, que j'ai été expulsé, on a voulu refaire la même chose avec mes enfants. Et là, j'ai dit non ! Un grand vent de révolte s'est levé et j'ai dit : 'non ce n'est pas possible, on ne va pas recommencer avec mes enfants, ce qu'on a fait avec moi'. De là est venue la rencontre avec LST, parce que si LST n'était pas apparu, et bien, il n'y aurait pas eu cette prise au sérieux de la question de la famille et ce travail pour son bien-être. C'est de là qu'est partie la réflexion : si ça a marché pour moi parce qu'on s'y est mis à plusieurs, pourquoi on ne ferait pas cela pour les autres ? Et mon départ à LST c'était ça. Aider à faire avec les autres ce qu'on a fait pour moi.

En fait la réflexion s'est rapidement imposée : comment peut-on faire autrement, comment faire bouger les choses ? Et pour faire bouger les choses, et bien il faut prendre des positions. Et comment on prend des positions ? Et bien en les réfléchissant et tout coule comme ça. Quand je suis arrivé à LST, on a discuté de tout autre chose que le problème qui m'arrivait, jamais on ne m'a dit 'on va faire ça', on a discuté de choses et d'autres et on m'a demandé ce dont moi j'avais envie. Donc je me suis dit 'tiens quand même, pour une fois on ne va pas le faire à ma place' (...) »

Extrait de La main dans la main – sept.2005 – « L'atelier famille... Le groupe agora... Participant à ces deux ateliers, voici ce qu'un militant de LST nous en a dit... »

En découlent une manne de connaissances d'un autre ordre que celle des experts en chambre... par rapport aux législations du minimex, du logement, du chômage, etc. Elles sont le résultat avant tout de la confrontation permanente vécue collectivement au sein de LST entre d'une part l'idée « *des droits les mêmes pour tous* » et d'autre part la réalité, où pour certains ces droits sont bafoués. Au coeur donc, les résistances à la misère.



Vigilance, vigilance...

La charte des militants se clôturent par ces mots : « Nous devons rester vigilants. Vigilants par rapport à nos combats : rien n'est jamais acquis définitivement, il y aura toujours une logique d'exploitation à combattre. Vigilants par rapport à nous-mêmes, pour que notre lutte reste toujours accessible aux plus écrasés. Notre force est que ceux et celles qui sont en passe de retrouver leur dignité restent solidaires de ceux et celles qui sont encore dans une profonde misère ».

Et d'expliquer par ailleurs, le difficile investissement que de telles pratiques, de tels objectifs exigent. « C'est difficile à la fois de devoir faire le choix d'un travail de terrain en étant au jour le jour, en permanence, enracinés dans le quotidien de la lutte contre la misère et, en même temps, être engagés dans ces lieux plus formels de création d'une parole collective. C'est sûr que notre question permanente est de ne jamais trahir à la fois notre engagement dans la lutte quotidienne de résistance à la misère et en même temps trouver des lieux qui soient des chances de création de partenariat. »

Les militants de LST veulent leur mouvement en recherche, très attachés qu'ils sont à leur méthodologie ancrée dans le dialogue, dans la lutte aux côtés des plus pauvres.

Pour en savoir plus

Contacts

Fédération LST asbl

rue Pépin, 64

5000 Namur

tél : 081 22 65 40 – fax : 081 - 22.63.59

courriel : contact@mouvement-LST.org

site : www.mouvement-lst.org

Locales

Andenne :

LST Andenne asbl

rue d'Horseilles, 26

5300 Andenne

tél : 085 84 48 22 – fax : 085 25 31 12

courriel : andenne@mouvement-LST.org

Ciney :

LST Ciney-Marche-Bastogne asbl

Annette & Fabien Lardinois

rue de Monin, 96

5362 Achet

tél & fax : 083 61 10 85

courriel : ciney-marche@mouvement-LST.org

Namur :

LST asbl

rue Pépin, 27

5000 Namur

tél : 081 22 15 12 – fax : 081 22 63 59

Tubize :

Claire & Jean-François Funck

rue du Centre, 19

1460 Virginal

tél : 067 64 89 65

tubize@mouvement-LST.org

Bibliographie

- Charte de Malonne (Charte de la fédération – mouvement LST).
- « Ferme les yeux. Imagine... » Contes écrits en atelier par M. Dangréau, I. van de Maelle, B. Warègne, M. Warègne, éd. LST.
- Groupe Agora, « Le premier contact entre une famille et un service de l'aide à la jeunesse. Etat des réflexions de l'Agora », octobre 2005.
- « La main dans la main », mensuel de l'association.
- « L'école, c'est bien mais... », éd. LST , février 2001.

- « Le Rapport général sur la pauvreté en relecture après dix ans à Namur », dans *Alter Educ*, n°105, juin 2005.
- LST, « Le rapport général sur la pauvreté a 10 ans. Résistons à l'enterrement de la lutte contre la pauvreté », 17 octobre 2004.
- LST, « La dignité... parlons-en ! Chronique de 25 ans d'application de l'aide sociale. Recueil du vécu des plus pauvres en rapport avec les activités du CPAS. », 2003.
- « Lutte solidarité travail, coopérative du bâtiment et entreprise d'insertion fête ses 20 ans », dans *Alter Echos*, n°146, juillet 2003.
- « Premier contact entre familles et services d'aide à la jeunesse: pistes issues du dialogue entre les protagonistes », dans *Alter Educ*, n°112, oct. 2005.
- « Rapport général sur la pauvreté », réalisé par le ministre de l'Intégration sociale. 1994.
- « Réflexions sur le Contrat d'avenir du gouvernement wallon », par les associations partenaires du suivi du Rapport général sur la pauvreté, décembre 2004.
- Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, « Une autre approche des indicateurs de pauvreté. Recherche-action-formation. », 2004.
- Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, « Lance débat. Notes de réflexions », avril 2005.

Crédits illustrations : © LST. Utilisation avec autorisation.

La lecture de ce Cahier vous donne envie de réagir?

Labiso.be est un espace interactif. Sur le site Internet <http://www.labiso.be>, vous trouverez un forum qui vous permettra de déposer vos impressions de lecture. Réactions à chaud ? Avis divergent sur une idée défendue par cette expérience ? Projets semblables à mettre également en évidence ? Liens à faire avec l'actualité ? Témoignage? N'hésitez pas. Le micro vous est ouvert...

Le laboratoire des innovations sociales et de santé c'est...

Ecrire pour décrire son projet dans l'action sociale et la santé

Présenter son action au delà d'un rapport d'activités, d'un dossier de subvention ou d'une prise de parole publique, c'est une manière de se positionner autrement par rapport à l'extérieur, de décrire ses pratiques professionnelles sous un autre jour. C'est aussi s'extirper du quotidien et prendre le temps de la réflexion : qui est-on, que fait-on, quel sens a l'action... ?

L'équipe de journalistes de Labiso propose cette démarche d'écriture voire même de co-écriture. Concrètement, en fonction des attentes et de la disponibilité des équipes, plusieurs scénarios peuvent naître de la rencontre avec un journaliste spécialisé. Rédaction par nos soins sur base d'entretiens et de documents, accompagnement dans l'écriture d'un membre de l'équipe tenté par le travail, écriture à quatre, huit ou douze mains, mise en valeur de productions internes... Tout est possible.

Editer dans une collection de livres numériques

Avec Labiso, la démarche d'écriture se prolonge et se matérialise en une publication d'un livre numérique, partie d'une collection de « cahiers ». Ces petits bouquins, téléchargeables gratuitement sur Internet, peuvent être imprimés, lus à l'écran, compulsés à l'envi. La Toile offre l'avantage d'occuper un espace d'expression et de visibilité aux possibilités infinies. Les cahiers numériques sont recyclables sur n'importe quel site web et d'une formule plus souple que les éditions papiers. Même si l'accès aux nouvelles technologies et à Internet n'est pas encore égal pour tous, investir cet espace d'expression c'est aussi être au plus près des nouvelles réalités sociales, des nouveaux besoins, des nouvelles formes de pauvreté

Echanger pour s'inspirer, décloisonner, innover

L'ambition est là : favoriser l'échange sur les pratiques et le décloisonnement entre professionnels, stimuler les démarches innovantes. Une fois sur la Toile, les effets des « cahiers » sont entre les mains des équipes et des lecteurs. Si les équipes ont trouvé intérêt à faire le point, ont modifié leurs pratiques ou déterminé un nouveau projet..., les lecteurs eux, peuvent faire des liens entre différents types d'interventions, s'interroger sur les modèles et, nous le souhaitons, s'interpeller les uns les autres. C'est en tout cas loin des codes de « bonnes pratiques », des grand'messes institutionnelles, que Labiso propose le premier terme de l'échange.

Labiso cela peut aussi être...

Certains services, certaines associations ont fait le pari de l'Internet comme outil de visibilité, de travail en réseau, d'échanges sur les pratiques. Ils sont conscients des énormes possibilités que leur offre la Toile : devenir émetteur/producteur et non plus seulement consommateur/récepteur.

Le recours aux nouvelles technologies de la communication est conçu ici comme un outil au service du travail social et de ses travailleurs.

Si la démarche de Labiso montre des effets très positifs, elle est aussi de celles qui nécessitent une adaptation continue, un questionnement permanent, notamment du fait du support qui la sous-tend. Un support, l'Internet, dans lequel il est intéressant que les professionnels de terrain des secteurs de l'aide aux personnes investissent pour l'alimenter de contenus pertinents et mobilisateurs.

Labiso@alter.be

Pascale Hensgens - gsm : 0494 14 82 42

Catherine Daloze – tél. : 02 541 85 22.

La collection est coordonnée par Xavier Bodson (AlteR&I). Ce cahier a été rédigé par Catherine Daloze (AlteR&I) avec la participation du groupe de suivi du Rapport général sur la pauvreté au sein de LST. Il a été achevé le 19 décembre 2005.